

Le Reporter

Le journal des étudiants et des étudiantes aux certificats de rédaction et de journalisme de la Faculté de l'éducation permanente de l'U. de M.

Année 3, Numéro 4

Mars 2002

La facture des frais de scolarité, pourquoi est-elle si longue?

FABRICE TREMBLAY

Quelques semaines après le début de la session universitaire, arrive la facture des frais de scolarité. Même si c'est un rituel qui se répète, on semble toujours surpris de constater qu'il ne suffit pas de payer les cours : frais de gestion, contribution à l'association étudiante et autres montants viennent allonger notre facture. Essayons d'y voir plus clair.

Commençons par les *frais de gestion*, une appellation plutôt vague, on en conviendra. Le coût est de 5 \$ par crédit, le montant maximum étant de 75 \$ pour 15 crédits ou plus. Comme il y a beaucoup de choses à « gérer » dans une université, il n'est pas évident, à première

vue, de savoir où va cet argent!

Jacynthe Gauthier, responsable des droits de scolarité à la Direction des finances de l'Université, explique : « En plus des modifications de choix de cours, les *frais de gestion* comprennent la gestion des équivalences, des cours pré-requis à un cours, et des cours préalables à un programme. » Suite au test de français à l'admission, la Faculté de l'éducation permanente (FEP) demande à certains étudiants de suivre des cours de révision grammaticale. Les coûts liés à ce processus sont inclus dans les *frais de gestion*. Toujours selon Mme Gauthier, notre contribution aux *frais de gestion* sert également à payer la gestion des stages.

La cotisation aux Services aux étudiants (SAE) est incluse dans le prix des cours, mais détaillée au bas de la facture. Les SAE regroupent des activités aussi variées que la Clinique médicale et le Service universitaire de l'emploi. Notre cotisation aux Services aux étudiants finance en partie les activités culturelles de l'Université, le Bureau des étudiants handicapés et le Bureau de l'aide financière. Pour chaque crédit, un étudiant verse 3,76 \$ pour les SAE et 1,94\$ au CEPsum. Peut-être auriez-vous intérêt à vous inscrire au CEPsum puisque de toute façon vous payez déjà pour son fonctionnement!

Jusque là, la facture des étudiants de la

FEP est très semblable à celle des autres étudiants de l'Université. Les associations étudiantes des différents départements demandent à leurs membres une cotisation annuelle se situant entre 10 \$ et 40 \$. À ce montant, s'ajoute une cotisation pour la FAÉCUM (la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal). La situation des étudiants de l'éducation permanente est différente puisque nous ne faisons pas partie de la FAÉCUM. En effet, l'Ageefep (l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente) possède sa propre accréditation. La contribution à l'Ageefep est de 25 \$ par session.

Robert Martin, président de l'Ageefep, souligne que « l'une des principales activités de l'Association est le *service de l'information et des plaintes*. C'est un service très important, car cela nous permet d'aider un étudiant qui a un démêlé avec l'Université ou avec la Faculté. Nous aidons l'étudiant dans son cheminement, et si c'est trop difficile, nous assurons la représentation auprès de l'Université. » Une autre activité importante de l'Ageefep est la représentation des membres auprès de nombreuses instances, qu'elles soient de type facultaire, universitaire ou gouvernemental.

Notre contribution de 25 \$ à l'Ageefep sert également à financer l'agenda *L'in-*

DANS CE NUMÉRO

Éditorial

Ras-le-bol.....	p. 2
Société.....	p. 3
Médias.....	p. 4
Politique	
Ottawa, Algérie, Argentine.....	p. 5 / 6 et 7
Rencontre.....	p. 8
Chronique d'humeur.....	p. 9
Science.....	p. 10
Culture.....	p. 11
Cinéma.....	p. 12
Beaux-Arts.....	p. 13
Chronique vin.....	p. 14
Sur le web.....	p. 15
Le mot de la fin.....	p. 16

Éditorial



Ras-le-bol!

HUGO MEUNIER

Quoi de plus indiqué que cette semaine nationale du suicide (déjà passée pour vous) pour rédiger cet article. Loin d'être un candidat au ralentissement du métro (bien que le « comeback » médiatique de Céline me rapproche dangereusement de la rampe), je dois admettre que ma lecture quotidienne du journal s'accompagne souvent de mots « profanes ».

J'ignore si cette situation est généralisée, mais il m'arrive trop fréquemment de hausser les épaules, de soupirer profondément et de lâcher un *câlisse!* ou un *tabarnak!* de désespoir après avoir lu une quelconque nouvelle qui marque notre actualité. Est-ce là le syndrome de l'étudiant en journalisme qui lit trop et s'informe trop, ou est-ce le début d'une paranoïa indescriptible m'amenant à percevoir trop clairement la triste mine de notre société ? Quoi qu'il en soit, mon impuissance vis-à-vis de la situation me mènera, je le crains, à adopter une attitude américaine de recherche de bouc émissaire. Le livreur de journaux ne perd rien pour attendre...

Sur la scène nationale, le remaniement ministériel prend des allures de mascarade. Sans trop comprendre pourquoi, hormis une prétention de faire peau neuve, le cabinet de Bernard Landry a fait les délices des médias, avec ce qui semble être une stratégie politique annonçant des élections. Ras-le-bol de la politique québécoise! Ras-le-bol de ce jeu du chat et de la souris entre le provincial et le fédéral! Ras-le-bol de cette série de scandales inintéressants entourant le lobbying, pâle imitation du scandale d'Enron! Ras-le-bol de la coupe de cheveux de Jean Charest! Pendant que l'élite intellectuelle pratique son beau vocabulaire en débattant de ces ridicules chicanes internes, le Québécois moyen lui, en a plein le dos du référendum, de la souveraineté, de Landry, des libéraux, de Jean Chrétien et de la campagne anti-tabac. Au lieu de revirer le monde à l'envers pour nous convaincre de voter « oui », expliquez-nous donc

pourquoi on devrait le faire et surtout, qu'est-ce que ça donnerait! C'est pourtant si simple et clair. Avons-nous besoin de 38 ministres pour ça!?!

(Dramatisation)

Québécois! Voulez-vous vous séparer, oui ou non? Attention avant de répondre parce que c'est la dernière fois qu'on vous le demande si gentiment. Oui! Alors vous voilà un pays. Non! Alors fermez vos gueules! Continuez à écouter les Mecs Comiques et *Law and Order* en français et arrêtez de me faire suer! Le comble du pathétisme, c'est que les Québécois forment le seul peuple sur terre à se voir offrir la souveraineté sur un coussin d'or, et ce deux fois, sans répondre comme il le faut. Peut-être est-il préférable de demeurer avec le Canada après tout...

Sur la scène internationale, c'est encore pire mais abrégeons, sinon je vais manger mon stylo. Que dire d'autre sinon que Bush utilise un pion fictif nommé ben Laden pour régler de vieux comptes personnels, favorisant du coup Israël avec qui les États-Unis s'entendent comme larrons en foire. Ohhh mon dieu! Je l'ai dit, malheur sur moi! L'«axe du mal» passera par Montréal par ma faute! Pourvu que Bush ne soit pas un fidèle lecteur du *Reporter*...

Étant donné que je veux choquer aujourd'hui, je pense même que Bush a lui-même organisé les attentats du 11 septembre pour réduire l'Afghanistan à néant, afin de passer un pipe-line à travers ce pays vers les États-Unis. Et toc! On devra m'exorciser pour ça! Ma tête fait des 360 degrés! Je suis bon pour Guantanamo! De toute façon, ras-le-bol de cette guerre pourrie, qui crée des conflits au lieu d'en résoudre.

En tout cas, bravo au *Fabuleux destin d'Amélie Poulain*, à l'émission *La Vie la vie*, au tournoi de hockey de Salt Lake City et à la soupe Won Ton de ma mère. Vous seuls mettez un peu de soleil dans la

Le Comité de rédaction :

Rabia Tazouti (coordonnatrice), Marlène Béliveau, Frédérique Grambin, Marie-Hélène Proulx, Pierre Rossi

Infographisme : Normand Bélisle

Collaborateurs : Marie Ginette Bouchard, Marlène Béliveau, Annie Du Bois-Chabert, Maryse Durocher, Jeanne Gagnon, Frédérique Grambin, Hugo Meunier, Pascal Patron, Marie-Hélène Proulx, Andrés Rojas, Fabrice Tremblay, Pierre Rossi, Sara-Ève Tremblay, Zeina Tamaz.

Supervision : Jean-Claude Leclerc

Avis important aux collaborateurs

Vous voulez participer au prochain numéro ? Envoyez-nous un texte de 3,500 caractères (espaces compris), police Times 12 points, double interligne. Indiquez le titre de votre article dans la case objet de votre courriel.

Important

Le comité de rédaction se réserve le droit de refuser tout article qu'il jugera tendancieux, litigieux ou au contenu inexact. Il se réserve également le droit de corriger tout texte qui lui sera soumis.

Pour communiquer avec l'équipe de rédaction :

lereporter@ageefep.qc.ca

**Prochaine date de tombée :
Vendredi 15 mars, minuit**

Société

L'école anglaise gagne en popularité

MARIE-HÉLÈNE PROULX

L'école anglaise prend du galon depuis dix ans, au détriment des institutions scolaires francophones. C'est du moins la conclusion de Jean Dorion, sociologue et ex-président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Son analyse statistique de la répartition des élèves au primaire et au secondaire a été publiée dans *Le Devoir* à la fin de janvier.

Tous groupes linguistiques confondus, la remontée du secteur anglais est infime – voire peu significative, aux dires de certains observateurs. Si Dorion avoue lui-même que « le glissement peut paraître minime », il souligne toutefois que la « tendance [est] permanente, et en voie d'accélération ».

Autre surprise, selon un second rapport paru en même temps que celui de Dorion, ce sont les francophones qui contribuent le plus à faire gonfler les rangs de l'école anglaise : environ un étudiant sur six qui la fréquente a officiellement le français pour langue maternelle (16 %). « Chaque année, le nombre de francophones inscrits à l'école anglaise augmente de 1000 », note Jack Jedwab, vice-président de l'Institut Missisquoi et auteur de cette étude.

La Loi 101 ayant été instaurée en partie pour restreindre l'accessibilité à l'école anglaise, comment expliquer alors la hausse de sa clientèle? À partir des résultats d'un sondage réalisé par l'Institut Missisquoi auprès de 3126 anglophones du Québec, M. Jedwab a établi que l'augmentation des mariages entre anglophones et francophones est la clé du mystère – le conjoint anglophone transmettant son droit d'accès à ses enfants. Son hypothèse à propos des mariages exogames est toutefois contestée.

Dorion propose quant à lui plusieurs hypothèses. Parmi elles, notons la « clause Canada » de la Charte canadienne des droits, qui stipule à l'article 23 que le Québec doit admettre à l'école anglaise publique les enfants dont les parents ont reçu ou reçoivent un enseignement en anglais n'importe où au Canada.

Notons également la permission spéciale accordée à un enfant ayant des troubles graves d'apprentissage, permission dont peuvent bénéficier également ses frères et ses soeurs – même si ces derniers ne souffrent d'aucun problème cognitif.

Dorion évoque aussi la fameuse « faille » de la Loi 101, qui permet aux parents d'accéder au secteur public anglophone en inscrivant leurs enfants pendant un an dans une école anglaise non subventionnée. Une astuce que la ministre Diane Le-

mieux, responsable de la Charte de la langue française, a déclaré vouloir déjouer au plus vite. Le ministère de l'Éducation n'a cependant jamais évalué l'ampleur du phénomène. Combien de parents ont véritablement recours à ce détour ? Détour ou pas, faire le choix d'envoyer son enfant à l'école anglaise dans le contexte politique qui prévaut au Québec n'est

John and Mary go to...



pas facile, affirme Sylvie Crevier, dont la fille de six ans fréquente l'école Evergreen (Saint-Lazare):

«J'ai subi pas mal de pression de la part de mon entourage, qui ne comprenait pas mon choix. Les gens me disaient : "T'as pas peur que ta fille oublie sa langue maternelle? Pourquoi tu fais ça, on est au Québec!"».

Sylvie Crevier a fait toutes ses études en anglais à Ville Saint-Laurent, avant la mise en vigueur de la Loi 101, en 1977. Elle n'a jamais regretté son cheminement, bien qu'elle admette connaître des difficultés en français écrit. « Ma fille ne refera pas mon erreur. J'ai pris soin de l'inscrire dans une école dont la moitié de l'enseignement est prodigué en français. Mais je tenais à ce qu'elle maîtrise parfaitement l'anglais. D'abord, par respect pour son père, qui est anglophone. Pourquoi renier son influence dans la vie de mon enfant ? Ensuite, parce qu'à l'extérieur du Québec, tout se déroule en anglais. C'est ça, la réalité.»

Hélène Favreau, dont les trois enfants vont à l'école anglaise publique depuis le primaire, croit aussi que l'anglais représente, selon l'expression de Mordecai Richler, la « langue des possibilités ». Autant sur le marché du travail qu'en voyage. «J'estime que mes enfants ont de meilleures chances de réussir dans la vie avec le bagage linguistique qu'ils ont acquis», dit-elle. Aurait-elle inscrit sa marmaille à l'école française si l'enseignement de l'anglais y avait été de meilleure qualité ? «Il aurait fallu qu'on me garantisse, avec des preuves en béton, que mes enfants auraient été tout à fait bilingues à la fin de leurs études !»

Par ailleurs, de plus en plus de parents s'inquiètent de la qualité des cours d'anglais dans les établissements scolaires francophones. Certains groupes, telle la SPEAQ (Société pour la promotion de l'enseignement de l'anglais, langue seconde au Québec), militent activement afin que le nombre d'heures consacré à l'enseignement de l'anglais augmente. En 2000, le ministère de l'Éducation a accepté que l'apprentissage de l'anglais au primaire débute un an plus tôt – soit dès la troisième année... *Will it make a big difference ?*

Médias

La Gazette contre Goliath?

MARIE-HÉLÈNE PROULX

La famille Asper, titanique propriétaire de CanWest Global Communications, a causé un branle-bas de combat important en annonçant sa décision de diffuser trois éditoriaux «nationaux» uniques par semaine, dans 14 quotidiens du pays. Pétition, démissions, congédiements, censure : l'affaire a soulevé les passions et continue de faire couler de l'encre... Mais peut-être pas assez, selon Stéphane Aubry, étudiant en journalisme à l'UQAM.

À l'occasion d'une table ronde organisée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), le 5 février dernier, M. Aubry s'est dit « désillusionné » par le « fatalisme » manifesté par certains journalistes pendant le débat : « Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de mobilisation pour protéger la liberté de presse ? Il faut s'unir et se battre ! En tant que journalistes, on a des responsabilités envers la société et la démocratie! »

La rencontre avait pour but d'examiner les enjeux de l'affaire CanWest. Elle était animée par Michel Desautels et réunissait quatre panélistes : Michel C. Auger, du *Journal de Montréal*, Jim Duff, du *Hudson Gazette*, Mike Gasher, professeur de journalisme et Jan Ravensbergen, représentant syndical et journaliste à *The Gazette*.

Les journalistes sont-ils aussi peu solidaires que M. Aubry le prétend ? «Plusieurs journalistes ont l'impression que le débat de la concentration de la presse est perdu d'avance», admet Anne-Marie Dussault, présidente de la FPJQ. «Mais peut-être se sentent-ils préoccupés individuellement ? C'est pour ça qu'il faut continuer à garder le débat vivant», affirme-t-elle.

Pour sa part, l'éditorialiste Jim Duff ne croit pas à la pertinence de mener une bataille contre les magnats de la presse : «On ne se racontera pas de mensonge; le marché a toujours le dernier mot. Aucun média n'échappe complètement au contrôle des propriétaires. En tant que journaliste, si ça ne fait pas notre affaire, on n'a qu'à s'en aller!». Selon M. Duff, le métier de journaliste est en voie de devenir un métier comme les autres, au sein d'une entreprise comme les autres : «Les façons de pratiquer le journalisme ont changé. Maintenant, les patrons veulent s'impliquer dans le contenu. Il faudra redéfinir le processus et arriver à un consensus.»

Le journaliste Michel C. Auger croit aussi qu'on ne pourra jamais se libérer du droit à la propriété : «C'est le marché ou la *Pravda*. Entre les deux, je préfère le marché. Cela dit, un journal rentable n'est pas nécessairement mauvais, surtout quand l'entreprise réinvestit dans le contenu».

Mike Gasher, professeur de journalisme à l'Université Concordia, refuse quant à lui de considérer la presse comme une entreprise banale. «Légalement, c'est vrai que les Asper ont le droit de faire ce qu'ils veulent de leurs journaux. L'ennui, c'est qu'ils n'ont pas compris le mandat premier de la presse : diffuser l'information. Sa raison d'être, c'est d'élargir l'horizon des lecteurs, et non l'inverse!»



Dans une lettre publiée dans le *National Post*, Murdoch Davis, le principal rédacteur des éditoriaux uniques, a défendu la position des Asper en affirmant que ces éditoriaux pourraient donner naissance à de grands débats « d'un bout à l'autre du pays ». Une mission à laquelle Anne-Marie Dussault n'accorde aucun crédit : « Au contraire, les éditoriaux uniques étouffent le débat. Les Asper imposent leurs opinions à tout le pays. Ils s'accaparent le marché des idées. Quand on pense que les positions pro-palestiniennes n'ont même pas droit au chapitre ! »

En ce sens, Gasher soutient que la politique d'entreprise des Asper constitue une «insulte» pour l'intégrité et la crédibilité des journalistes. «C'est déjà difficile, en tant que journaliste, de publier des histoires ou des idées qui ébranlent l'opinion publique. Quand, en plus, on ne se sent pas appuyé par son équipe de rédaction, c'est terrible», ajoute-t-il.

Jan Ravensbergen, représentant syndical et journaliste à *The Gazette*, confirme que le moral n'est pas au beau fixe dans la salle de rédaction du journal montréalais. Les journalistes craignent d'être congédiés s'ils expriment des idées contraires à celles des dirigeants. «La bataille sur le terrain est très difficile», affirme-t-il. Ravensbergen dit respecter le principe de loyauté envers son employeur, mais il souhaite qu'en retour, ce dernier reconnaisse qu'à titre de citoyens, les journalistes ont le droit de jouir d'une certaine liberté d'expression. « On a des obligations, certes, mais celles-ci ne doivent pas rimer avec esclavage et censure. On ne va quand même pas nous museler ! »

Le 25 janvier dernier, la FPJQ et l'Association canadienne des journalistes ont demandé une enquête parlementaire sur les «effets de la concentration de la presse entre les mains de CanWest». Au moment de mettre sous presse, le gouvernement n'avait pas donné suite à cette requête.

Politique Nationale

La Convention d'Ottawa porte-t-elle fruit?

ZEINA TAMAZ

Le 1^{er} mars prochain marque le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa bannissant l'utilisation des mines antipersonnels. Aujourd'hui, les défis sont énormes. Surtout que de grandes puissances refusent d'y adhérer. Peut-on dire, cinq ans après sa signature, que le Canada a bien réussi sa mission, celle d'éradiquer ces armes de terreur?

En 1997, 144 pays ont signé la Convention interdisant l'utilisation des mines anti-personnels, employées dans les guerres. Seulement 122 pays l'ont ratifiée. Chaque semaine, ces engins tuent ou mutilent des centaines de personnes partout dans le monde, pour la plupart des civils innocents, et en particulier des enfants. Laissées après les guerres sur le terrain, les mines ont de graves conséquences des années et des années après leur mise en place.

LE RÔLE DE LA CONVENTION D'OTTAWA

Bien que plusieurs personnes remettent en question l'efficacité et la crédibilité de la Convention dans la mesure où il est difficile de vérifier les résultats, son impact sur le terrain est réel. Lors d'une table ronde organisée par le Centre Pearson de la Paix, à Montréal, le lundi 11 février dernier, M. Olivier Nicoloff, coordonnateur de l'Équipe d'Action contre les Mines au Ministère des affaires étrangères et du commerce international, a soutenu que plusieurs accords internationaux n'ont pas de mécanisme formel de vérification. C'est le cas, notamment, de la Convention de Genève sur le traitement des prisonniers, dont personne ne met en doute, selon lui, la légitimité.

Pour M. Nicoloff, «la Convention d'Ottawa va plus loin puisqu'elle comporte un mécanisme précis de vérification. Si un État membre de la Convention est accusé d'utiliser des mines antipersonnelles, une mission d'évaluation composée d'experts se rend dans le pays. Les mécanismes de vérification existent, et la Convention peut donc se défendre». Même si la convention est dotée de moyens de vérification qui la rende ainsi crédible aux yeux de ses détracteurs, d'autres refusent toujours d'y adhérer en avançant l'argument de l'utilité militaire des mines.

Selon les gouvernements de ces États, les mines sont utiles pour protéger les soldats dans les missions à l'étranger. Plusieurs généraux de l'armée canadienne ou américaine, ayant fait la guerre du Vietnam, s'accordent sur le fait que cette arme apporte certains avantages spécifiques d'un point de vue militaire. Les mines empêchent les troupes adverses de se rapprocher des bases installées. Un point de vue que dénonce M. Nicoloff. Lors de sa rencontre avec des généraux de l'armée,

plusieurs avouent que le côté humanitaire relié à ces mines dépasse largement l'avantage militaire.

DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

Pour vérifier sur le terrain les résultats, il existe un Rapport annuel de l'Observatoire des mines, un document de plus de 1000 pages qui trace un bilan exhaustif et détaillé de tout ce qui touche aux mines terrestres au cours de l'année écoulée. Cent vingt-deux chercheurs de 95 pays à travers le monde ont participé à la compilation des informations utilisées.

Si on se réfère aux résultats publiés par le Rapport, nous pouvons conclure que la convention a porté fruit. Les chiffres montrent que l'utilisation et la production de ces armes a été réduite depuis 1997. On est passé de 55 pays qui produisaient des mines antipersonnel à 14 aujourd'hui.

De plus, on observe une destruction accélérée des stocks de mines : 27 millions de mines détruites par 50 pays au cours des dernières années. Enfin, pour ce qui est du coût humanitaire, nous constatons une diminution encourageante du nombre de victimes qui serait passé, en moyenne, de 26 000 à un bilan le 15 000 à 20 000 l'année dernière.

Malgré les bons résultats, le rôle de la Convention n'est pas tout à fait réalisé, estime M. Nicoloff. Le nombre de mines détruites ou enlevées ne dit pas tout, explique ce dernier. Ce qui compte, c'est l'impact socio-économique du processus de déminage et de destruction des mines. A plus long terme, quand le progrès se fera sentir, nous pouvons dire que la mission sera accomplie.

TRAVAIL DE SENSIBILISATION

Pour réussir dans sa mission à la fois diplomatique et humanitaire, le gouvernement canadien a mis sur pied un Programme des Jeunes Ambassadeurs pour l'action contre les mines (PJAAM), qui s'adresse aux diplômés universitaires désireux d'œuvrer pour cette cause. Émilie Giroux-Gareau, diplômée en droit, fait partie de cette équipe à titre de jeune ambassadrice pour la province du Québec. Pour mieux comprendre l'ampleur du problème sur le terrain elle a passé deux semaines, l'été dernier, au Cambodge, un des pays les plus minés de la planète. Dès son retour à Montréal, elle fait la tournée des écoles, cégep et universités pour sensibiliser le public aux dangers des mines antipersonnelles. Depuis septembre 1998, 24 Jeunes Ambassadeurs ont été formés dans le cadre de ce programme. Le Canada tient ainsi à miser sur les jeunes pour que la Convention d'Ottawa serve d'exemple de collaboration réussie entre la société civile et les gouvernements.

Politique Internationale

L'Algérie, d'un oubli à l'autre

PIERRE ROSSI

Pour la seconde fois dans leur histoire moderne, les Algériens vivent une guerre qui n'ose pas dire son nom. En annulant, en janvier 1992, le deuxième tour des élections législatives par crainte d'une victoire islamiste, l'armée algérienne ne se doutait pas que le pays serait plongé dans une guerre civile qui ferait plus de 100 000 morts.

En surface, le pays ne connaît plus le niveau de violence des années 1993-1997, mais il n'est pas encore entré dans la période de l'après-guerre. La situation reste indéfinissable.



Les militaires, malgré leur retrait officiel de la scène politique en 1995, détiennent toujours le vrai pouvoir. Les tentatives de pacification et d'apaisement du président Bouteflika ont été acceptées, mais sans grande conviction. En effet, les massacres sont moins fréquents, mais ils persistent. Le pays semble être sans balises, surtout à cause du fait que l'on ne peut encore donner un sens à ce qui se passe depuis dix ans. C'est peut-être là que réside une des clés d'interprétation de la tragédie algérienne.

Vu de l'extérieur, on a l'impression que les Algériens sont toujours interdits de penser et de se penser libres. Jeter un regard critique sur leur présent reste presque impossible parce qu'ils ne peuvent pas encore jeter un regard rétrospectif sur leur histoire. La sauvagerie de l'insurrection islamiste apparaît inexplicable, mais elle plonge

ses racines dans la lutte pour l'indépendance et dans un cortège d'exécutions sommaires et de représailles aveugles qui avait été trop expéditivement attribuée au « colonialisme ». Passée sous silence, la violence, sans discrimination, du colonisé contre le « colon » reflétait la logique infernale du pouvoir colonial. Les prétendus nationalistes l'ont toujours emporté et, 25 ans durant, ils ont assis un

mode autoritaire de légitimation. Occulté a été le fait que la victoire sur la France a été arrachée par une lutte contre une partie de la population algérienne, puisque, loin de faire l'unanimité, la conduite de la lutte d'émancipation n'a pas vu tout le monde se ranger derrière les maquisards. La population, divisée et tiraillée par différents courants politiques et intérêts, a également subi les violences des nationalistes. On peut en conclure que la logique infernale du colonialisme n'est pas exclusive à celui-ci ; elle revient plutôt à une culture politique confiscatoire, assise sur des privilèges désirés, mais inavoués, et sur des interdits.



Les élites de l'Algérie française supportaient mal la moindre organisation de la société civile en dehors du cadre qu'elles avaient imposé ; les élites de l'Algérie indépendante se comportent de la

même manière. Menacées dans leurs privilèges par la révolte islamiste qu'elles avaient engendrée pendant les années fastes du régime du parti unique, ces élites se servent des islamistes pour consolider leur pouvoir. Et tant que la rente pétrolière existera, le conflit risque de perdurer.

Politique Internationale

Triste tango pour l'Argentine

SARA-EVE TREMBLAY

Depuis décembre dernier, l'Argentine est aux prises avec une crise économique et sociale majeure. Les derniers jours de l'année 2001 ont été marqués par des manifestations sanglantes et la démission du président, Fernando de la Rúa. Le 18 janvier dernier, des spécialistes se sont rendus à l'Université de Montréal pour faire le point.

Graciela Ducatenzeiler, professeur de politique de l'Université de Montréal, est l'instigatrice de la table ronde. « Ce n'est pas nouveau le fait qu'il y ait une crise en Argentine. Ce qui est nouveau, c'est l'absence de militaires. Je ne connais pas l'histoire de tout le monde, mais l'Argentine est un des rares pays au monde à être en voie de sous-développement », souligne-t-elle. Son collègue Philippe Faucher, le professeur de gestion de l'UQAM Jorge Niosi et le journaliste de Radio-Canada Étienne Leblanc prenaient aussi part à l'événement.

La situation de l'Argentine a changé assez rapidement. Entre 1989 et 2001, la république, pourtant en pleine croissance économique, a vu sa dette extérieure doubler et son taux de chômage atteindre 20 %. En 2001, c'est le tiers de sa population qui vit sous le seuil de la pauvreté.

LE RÈGNE DE MENEM

De 1989 à 1999, l'Argentine a connu le plus long règne politique de son histoire avec le péoniste Carlos Menem. Cette période est caractérisée par l'adoption de la *loi de convertibilité* (qui assure une parité fixe du dollar et du peso), la privatisation des sociétés d'État et l'arrivée d'investissements étrangers majeurs.

APRÈS LE RÊVE, LA RÉALITÉ

La mauvaise gestion, la corruption et l'absence de subventions aux entreprises ont mené à la crise actuelle. « Pendant 10 ans, l'Argentine a vécu sur un rêve (...) d'être un pays du premier monde. Maintenant, c'est le désenchantement », explique Étienne Leblanc, de retour d'Argentine.

Fernando de la Rúa, élu le 10 décembre 1999, promet de relancer l'économie nationale et d'en finir avec la corruption.

Dès ses premiers mois à la présidence du pays, il signe un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), le rapprochant du modèle économique de son prédécesseur. L'entente stipule qu'il est nécessaire de payer les intérêts de la dette nationale pour obtenir une aide économique.

LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

1^{er} décembre 2001: à court de liquidités pour payer les intérêts de sa dette qui s'élève à 141,2 milliards de dollars US, le gouvernement argentin demande un prêt de 1,3 milliard au FMI qu'il se voit refusé. Le gouvernement se tourne alors vers ses fonctionnaires et il capture leurs salaires ainsi que les pensions des retraités.

16 décembre 2001: la population, mécontente de la décision du président et appauvrie par quatre ans de récession, se soulève et descend dans les rues pour manifester. Résultats : pillages de supermarchés, meurtres et arrestations dans les deux plus importantes provinces du pays, Cordoba et Buenos Aires.

19 décembre 2001: l'état d'urgence est décrété par le président de la Rúa pour faire cesser les pillages et les émeutes. La classe moyenne, qui l'a porté au pouvoir, réclame la démission du président. C'est la « nuit des casseroles ».

20 décembre 2001: le président Fernando de la Rúa démissionne.

En moins de trois semaines, la présidence du pays change trois fois de chef, la parité fixe du dollar et du peso est abandonnée, la monnaie nationale est dévaluée et on restreint les retraits bancaires à 250 dollars US \$ par semaine, le *corralito*, pour tenter de protéger le système bancaire argentin.

1^{er} janvier 2002 : Eduardo Duhalde se retrouve à la tête du pays. Il doit redresser une économie, fournir du travail à sa population et convaincre le FMI de lui octroyer le prêt refusé. Mais surtout, il doit redonner confiance à la population argentine qui menace de redescendre dans les rues, casseroles à la main.

Rencontre

Être pupitreur

JEANNE GAGNON

Un cours de pupitreur sera offert au printemps dans le cadre du certificat en journalisme. Afin d'éclairer ceux qui seraient tentés de suivre ce cours, Le Reporter a rencontré Richard René, pupitreur au quotidien La Presse.

En quoi consiste le métier de pupitreur ?

Un pupitreur s'occupe surtout de la mise en page du journal, mais doit parfois faire de l'édition. Concrètement, l'édition c'est faire des titres, des légendes (écrire le texte sous les photos) ou abrégé un article pour qu'il entre dans l'espace qui lui est réservé. On doit aussi s'assurer de la cohérence entre les pages du journal, et résumer les dépêches en provenance du fil de presse. Le travail de mise en page occupe 70 % de mon temps, tandis que les tâches reliées à l'édition n'en représentent que 30 %.

Certains pupitreurs travaillent dans des sections spécialisées (sports, économie, international, arts) et d'autres, comme moi, sont plutôt des généralistes et s'occupent de l'actualité. Nous relevons tous du chef de production, qui lui relève de l'adjoint à l'information.

Quels sont les horaires de travail auxquels vous êtes contraint ?

On travaille en après-midi et en soirée; c'est inhabituel de commencer plus tôt. Par exemple, je suis en poste régulièrement de 14 h 30 à 22 h 30.

Quel type de formation avez-vous reçu ?

La Presse n'offrant pas de formation formelle, j'ai suivi des cours pour savoir comment utiliser le logiciel de mise en page, mais l'apprentissage réel s'est fait au fur et à mesure, au fil des jours. Généralement, les pupitreurs sont d'anciens journalistes qui connaissent quelque peu les rouages du métier. Il est très rare qu'un journal engage quelqu'un n'ayant aucune expérience.

À quelles difficultés se heurtent les débutants ?

Le plus difficile est de bien maîtriser le logiciel de mise en page. La grille graphique cause aussi parfois des ennuis aux débutants.

En moyenne, les pupitreurs détiennent combien d'années d'ex-

périence ?

La moyenne se situe autour de 10 ans. Pour ma part, je fais ce métier depuis sept ans. Il y a des jeunes, des plus expérimentés et seulement quelques-uns, comme moi, entre les deux.

Quelles sont les qualités un bon pupitreur ?

La rapidité dans l'exécution et dans la prise de décision est essentielle. Il faut être méticuleux dans le contenu textuel et graphique et développer son sens artistique. Être très organisé, être capable de titrer et être à l'aise avec l'informatique sont des atouts importants.

Selon vous, le métier a-t-il évolué ces dernières années ?

Oui, il a énormément évolué. Avant l'introduction de la mise en page électronique, soit en 1995 pour La Presse, deux individus effectuaient le travail qu'un seul pupitreur fait aujourd'hui. Autrefois, le pupitreur dessinait la maquette à la main, puis l'envoyait au typographe pour qu'elle soit montée. C'est seulement lorsque le typographe avait effectué son travail que le pupitreur pouvait en constater le résultat. Si des changements s'avéraient alors nécessaires, c'était plus difficile de les faire. J'ai déjà vu des articles coupés à l'exacto. Le métier était moins technique et plus concentré sur le contenu qu'il ne l'est aujourd'hui.

Quelle est l'échelle salariale ?

Un pupitreur est mieux rémunéré qu'un journaliste, un fait qui peut en surprendre plusieurs. Il n'y a pas de raison concrète à cela, cela vient plutôt d'une tradition qui est restée.

Comment se présente l'avenir ?

Parce que la salle de rédaction ne contient qu'un seul pupitreur pour quatre journalistes, les emplois n'abondent pas. Un débouché qui pourrait être intéressant est d'être pupitreur à Cyberpresse ou à tout autre média qui publie sur l'Internet.

Avez-vous des recommandations ou des commentaires pour ceux qui désirent devenir pupitreur ?

Développez votre sens de la curiosité et regardez la présentation du journal. Soyez également à l'aise avec l'Internet, car souvent nous sommes appelés à clarifier et préciser de l'information, surtout pour les dépêches du fil de presse (convertir des devises étrangères en dollars canadiens, par exemple).

Rencontre

Une jonction d'humour et d'humeur

RABIA TAZOUTI

Les habitués le savent, le Café-Bar La Brunante est devenu le lieu de la jonction. Un endroit où se tiennent des tables rondes et des échanges entre des étudiants et étudiantes des certificats de journalisme et de rédaction et des professionnels de la communication. Le 1^{er} février dernier, la jonction portait sur «La chronique d'humour et d'humeur» comme genre journalistique. Deux grandes figures de la presse écrite québécoise ont pris part à la rencontre. Jean Dion, chroniqueur au *Devoir* et Nathalie Petrowski, chroniqueuse culturelle de *La Presse*, ont parlé de leur parcours journalistique puis expliqué l'essence de leur travail. Le public, attentif, a écouté les propos savoureux des deux conférenciers.

JEAN DION : LA CHRONIQUE SPORTIVE TEINTÉE D'HUMOUR

C'est dans une charmante atmosphère que la soirée commence. Jean Dion, qualifié d'«athlète de la plume» par Marie-Christiane Hellot la responsable du certificat de journalisme, prend la parole en premier. Avec humour et sérénité, il parle du début de sa carrière, de sa formation en science politique et de son stage à l'Assemblée nationale. Il a débuté en journalisme par un stage d'été à *La Presse*. Ses deux années comme pigiste et journaliste à Ottawa lui ont appris «à manier la langue et à traduire en français les citations de Jean chrétien », dit-il à la blague.

C'est au *Devoir* qu'il signe ses premières chroniques d'humeur. Encore aujourd'hui, il couvre les jeux olympiques à sa manière, en regardant la télévision. «Étant donné les pages et les moyens dont on dispose, on ne peut pas offrir une couverture à la hauteur des autres médias. Alors, je fais des efforts pour donner un autre souffle au sport, sous une plume humoristique. Je m'adresse à des gens qui ne s'intéressent pas du tout au sport. Je m'en sers comme prétexte pour parler d'autre chose, pour le faire avec un style particulier.»

Vu de l'extérieur, le métier de chroniqueur d'humeur peut paraître facile. Pourtant, il faut du temps pour peaufiner un texte, lui donner le côté incisif ou comique que les lecteurs recherchent. En plus, il exige d'avoir une idée sur tout. «On est chroniqueur 24 heures sur 24. On doit donner son opinion sur tout pour faire une chronique», confirme Jean Dion.

Ce type de journalisme présente un avantage de taille. «Par le biais de l'humour, je peux faire passer quelque chose que j'aurais peut-être du mal à faire passer autrement. La chronique d'humour n'a pas comme but ultime de faire rire », précise Jean Dion.

NATHALIE PETROWSKI : LA CHRONIQUE ARTISTIQUE DANS SON ORIGINALITÉ

Connue pour ses chroniques régulières à *La Presse* depuis quelques années, Nathalie Petrowski est reconnue pour son style cinglant et sa forte personnalité. Pas étonnant que ses premiers propos ont surpris l'auditoire. «Je ne voulais pas d'être journaliste, je ne rêvais pas d'être journaliste et je ne lisais même pas les journaux. Par contre, j'aimais beaucoup lire et écrire», nuance-t-elle. Comme quoi le succès et la réussite ne sont pas le fruit du hasard.



Nathalie Petrowski se remémore sa première expérience journalistique. «C'était la belle époque. J'ai fait un stage d'été au *Journal de Montréal*. On m'avait engagée pour un mois. J'ai tellement bien fait le travail qu'ils m'ont engagé comme permanente. Je suis restée un an et demi. Je suis ensuite passée au *Devoir* comme pigiste, payée 35\$ le feuillet, pendant un an. *Le Devoir* est une bonne école, mais il ne faut pas y rester trop longtemps! », ajoute la journaliste avec humour.

La chroniqueuse défend bien le journalisme d'humeur d'être un genre mineur. «Ce n'est pas un journalisme d'états d'âme, mais du journalisme tout court. Le travail en principe est le même. Ça prend des recherches, des entrevues. Puis, il faut des mots bien choisis pour obtenir un style. Le journalisme d'humeur est un travail de décoration et d'emballage. On essaie de capter l'intérêt du lecteur, parce qu'on veut le garder jusqu'à la fin du texte. Tous les journalistes devraient faire de même», souligne Nathalie Petrowski.

Les chroniques d'humeur manquent-elles d'objectivité ? «Je ne crois pas à l'objectivité. L'information officielle est biaisée », déclare la journaliste. «Je traite surtout de l'actualité après coup, ce qui me permet de traiter les angles qui ont été oubliés. Avec mes chroniques, j'ai l'impression de corriger le tir de l'information».

En journalisme, pour attirer l'attention du lecteur, l'humour est très récurrent dans la chronique, sans pour autant en être le thème principal. Encore que les journalistes rédigent des textes selon leurs humeurs !

À ne pas manquer, la prochaine Jonction le 15 mars !

Science

Des organes sur commande

ANDRÉS ROJAS

La cellule souche, vous connaissez ? Non, ce n'est pas un groupuscule méconnu du FLQ (Front de Libération du Québec). Les cellules souches sont la clef de voûte de la médecine régénératrice, qui prétend vouloir remplacer les tissus humains endommagés. Un chausson avec ça ?

Toutes les cellules ne naissent pas égales. Au cours du développement de l'embryon, les cellules qui le composent se différencient. Certaines vont donner naissance au coeur, d'autres au cerveau, d'autres encore aux yeux et ainsi de suite. D'un amas de cellules, dites de souche, naîtra un être complet et complexe. C'est cette capacité des cellules embryonnaires de croître et de se transformer en tous les types de tissus, qui fait d'elles un outil si attrayant pour les chercheurs. On dit d'elles qu'elles sont pluripotentes.

Depuis 1998, il est possible d'extraire ces cellules de l'embryon humain et de les faire pousser en laboratoire. Toutes les spéculations sont permises. Même dans un petit bocal, elles sont capables de donner naissance à divers types de cellules, selon le milieu dans lequel elles sont plongées. Ne vous attendez tout de même pas à trouver, un beau matin, un oeil tout formé dans votre bocal. En fait, à partir d'une seule population de cellules souches naîtra un nombre varié de divers types cellulaires. Ces cellules, de type musculaire, nerveux ou autre, seront identifiées non seulement selon leur apparence, mais aussi selon les protéines spécifiques à un tissu qu'elles contiennent et qui servent de marqueurs.

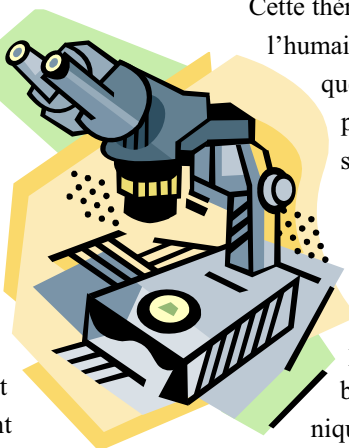
L'avenue qui crée le plus d'espoirs est la transplantation de ces cellules dans des organes endommagés. Ces cellules souches, une fois greffées à l'organe en question, commenceraient à se diviser et remplaceraient les cellules manquantes. Cette voie s'avère particulièrement prometteuse dans les cas de lésions au système nerveux central (SNC) ou de maladies neuro-dégénératives comme la maladie de Parkinson ou l'Alzheimer. Cette technique a déjà été testée avec succès

chez la souris. La greffe de cellules souches a pallié la déficience d'une enzyme importante du cerveau. Ces expériences ont permis à des souris atteintes de lésions de la moelle osseuse de récupérer certaines fonctions motrices.

Cette thérapie par la cellule n'est pas encore développée chez l'humain. À part les problèmes techniques, surgissent des questions d'ordre éthique. Tout juste l'été dernier, le président des États-Unis, Georges W. Bush, imposait des contraintes au financement de la recherche. Les laboratoires recevront des fonds du gouvernement fédéral pourvu que les cellules embryonnaires aient déjà été isolées. Les embryons, pas touche ! Les cellules souches embryonnaires sont prélevées à partir soit de foetus avortés, soit d'embryons congelés créés en excès in vitro dans les cliniques de traitement d'infertilité. Aux États-Unis, on estime à 100 000 le nombre d'embryons congelés et inutilisés.

Mais il y a moyen de contourner «l'édit» de M. Bush. Voyez-vous, il existe d'autres sources de cellules souches. Tout mammifère adulte possède des tissus capables de se régénérer. Il suffit de penser à la peau ou au système sanguin. Ces tissus contiennent donc des cellules souches. On en retrouve aussi dans le pancréas, le foie, les os et le cartilage.

Freda Miller, chercheuse à l'Institut neurologique de Montréal, a défrayé la manchette dernièrement. Elle a réussi à faire pousser des cellules de la peau pour les transformer en cellules nerveuses. Ce type de résultat n'est pourtant pas nouveau. En 1999, la recherche américaine a démontré que des cellules souches de souris, provenant de tissus musculaires, pouvaient se transformer en cellules du sang et vice versa. D'autres laboratoires ont démontré que les cellules souches issues du SNC pouvaient donner naissance à des cellules du foie, du coeur et de l'intestin. Il ne serait donc pas nécessaire d'utiliser des embryons pour accéder à ces «cellules-miracle». De quoi réjouir les partisans de la recherche sur les cellules souches et ses détracteurs.



Culture

L'éloge d'une diva rock : Alanis Morissette

ANNIE DUBOIS-CHABERT

C'est en 1995 que le disque *Jagged Little Pills* d'Alanis Morissette est sorti. À cette époque, pour plusieurs personnes de différentes générations, cette chanteuse a été une révélation. Une nouvelle « Bob Dylan » au féminin. Avec ses chansons à textes provocateurs, son énergie et son charisme sur scène, son *look* un peu hippie nous rappelant celui de la chanteuse Joni Mitchell, elle demeure l'une des plus grandes poètes de l'heure. Je ne me souviens pas de m'être jamais lassée d'écouter ce premier album qui jouait continuellement dans mon *walkman*. Alanis compose la plupart de ses chansons et joue toute une panoplie d'instruments tels que guitare, harmonica, flûte et piano. Ses textes personnels et colorés comme la chanson *Ironic* ou le cinglant *You Oughta Know*, décrivent exactement ses états d'âme. Elle parle, non sans émotion, de ses amours, de ses joies, de ses amitiés, de ses peines et de ses colères.



Inde qui l'a profondément touchée, les influences musicales exotiques se font sentir. Sa musique est plus

expérimentale, plus acoustique et moins rock. Terminée, l'agressivité ! Place à la sérénité. La chanson *Thank U*



est sans doute inspirée par son voyage en Orient. Le très nostalgique *Unsent* décrit les différentes relations amoureuses de la chanteuse. Cet album est définitivement plus *zen* que le premier. D'ailleurs,

c'est au cours de cette période qu'Alanis et plusieurs artistes tels que Madonna initient au yoga et à la méditation.

À 27 ans, Alanis Morissette en est à son troisième album intitulé *Under Rug Swept* qui devrait être en rayon chez nos disquaires très bientôt. Pour la première fois de sa carrière, elle prend les commandes de la production sans son collaborateur du début, Glen Ballard. Ayant eu des problèmes avec sa maison de disque, elle a définitivement choisi de prendre en main sa carrière et de mener sa barque seule. Elle s'est retirée pendant deux mois à Toronto afin d'écrire ce nouvel album. C'est une nouvelle étape pour la chanteuse canadienne qui tient désormais à s'exprimer différemment dans ses chansons en prônant davantage la sagesse plutôt que la révolte. C'est ce que l'on appelle : l'évolution d'une artiste. On ne peut que souhaiter longue vie à Alanis.

Cinéma

Violence et patriotisme à profusion

MARYSE DUROCHER

Faisant état d'une guerre qui a pris naissance en Somalie en octobre 1993, le film *Black Hawk Down* (*La chute du faucon noir*, en v.f.) se veut réaliste, mais propose un scénario totalement dépourvu d'imagination.

L'opération échouée de l'armée américaine visait à capturer deux lieutenants du chef Aydiid. Cela présentait un risque inestimable tant pour les soldats américains et somaliens que pour les civils. Les pertes américaines (19 soldats tués) sont infimes comparées aux 1000 civils somaliens décédés lors de cette attaque. Le choix d'illustrer le conflit du point de vue américain démontre bien où se trouve le nombril du monde. Ce fait vécu, à prime abord historique, illustre maintes batailles sanglantes reliées à l'opération. Le réalisme des images, bien réussies il faut le dire, explique les coûts de production faramineux de ce film. Il en va de même pour la majorité des longs métrages américains de ce type.

CRUELLE POLITIQUE DE GUERRE

Par ailleurs, difficile de traiter les soldats de durs à cuire. *Black Hawk Down* fait plutôt l'éloge de la solidarité. Des gestes éloquents en témoignent. Par exemple, les Américains ne tirent presque jamais sur des civils non-armés. De plus, ils risquent leur vie pour leurs compatriotes et regrettent leur mort au plus haut point. L'élan de patriotisme est à son comble, dites-vous? Plus que jamais. N'allez pas croire que cette histoire consiste en de la propagande guerrière. «*Mon film est l'anatomie du processus de guerre. Et je ne crois pas qu'il donne le goût de s'enrôler*», affirmait le réalisateur Ridley Scott dans une entrevue publiée dans *Le journal de Montréal* du 19 janvier. Sans aucun doute, la narration fait plus que dénoncer la guerre. Elle la fait vivre et on la déteste davantage.

Au début du film, une citation du philosophe Platon fait réfléchir. «*Seuls les morts voient la fin d'une guerre*». En gardant ces mots en tête durant toute la projection, on réalise à quel point la violence cruelle n'a d'égale que le pouvoir de l'homme. Le réalisateur exprime comme nul autre la réalité des enfants somaliens armés et violents. On peut supposer qu'ils se protègent, mais certains ont grandi à l'école de la guerre.

MÉLODIES DU BONHEUR PERDU

Côté sonore, la variété musicale est au rendez-vous. Entraînante, rythmée et pour tous les goûts d'une culture à l'autre, la bande sonore traduit bien l'aspect pessimiste de la narration. La musique soutient en douceur la tension dramatique. C'est différent pour les images, tellement explicites que les spectateurs auront parfois envie de se boucher les yeux. Cœurs sensibles, s'abstenir. Pour sa part, la bande sonore est irréprochable. Dans les moments les plus émouvants, comme



la mort d'un soldat ou la chute d'un hélicoptère, la musique joue bien son rôle en amplifiant la portée dramatique de l'événement.

Venons-en aux acteurs! Plusieurs d'entre eux sont des habitués des films de guerre. La beauté physique de certains joue sûrement en leur faveur. Josh Hartnett, notamment, avait

une place de choix dans *Pearl Harbor*. Cet acteur livre ici une performance touchante.

Les nombreux films de guerre produits par Hollywood ne sont pas reconnus pour leur originalité. Le pouvoir et le succès du cinéma américain sur la scène internationale expliquent pourquoi on produit tant de ces films guerriers. *Black Hawk Down* n'échappe pas à ce phénomène. Loin d'être unique en son genre, il rappelle plusieurs films sur la guerre du Viêt-nam. On ne peut qu'espérer que la vague de films américains déferle un peu moins fort afin de faire place à des films plus saisissants qui feront réfléchir sur une autre problématique.

Beaux-Arts

PEINDRE DES JARDINS EN HIVER

MARIE GINETTE BOUCHARD

« *J'ai appris à peindre avec Frère Jérôme sans faire intervenir la critique en moi avec le Frère Jérôme. Ce sont les couleurs qui me guident au départ.* »

Originaire du Saguenay, Louise La Rouche peint depuis 20 ans. Habillée de rouge et de blanc, elle se promène dans ce vaste espace où sont accrochées les toiles de sa première exposition solo « Panorama d'un intérieur ». Sur fond de musique de tango, elle parle avec les gens de tous âges et de différentes nationalités présents au vernissage. L'atmosphère est détendue. Les couleurs fortes et vibrantes des 40 toiles de La Rouche éclairent L'Espace Parcours, galerie où s'est tenue son exposition, du 20 novembre au 3 décembre 2001.

Le Reporter : Quelles sont vos sources d'inspiration ?

Louise La Rouche : Je réagis avant tout à des événements de ma vie personnelle ou à des émotions. Au départ, ce sont les couleurs qui me guident. Parfois, j'ai l'idée d'un thème. Par exemple, je me place devant ma toile et je me dis : « J'aimerais faire un jardin ». Mais, je ne sais pas ce qui va sortir. Les couleurs vont me révéler un état d'âme qui va me surprendre. Ensuite, je peux le montrer au public !

La nature est très présente dans mes toiles. Même en hiver, j'ai besoin de peindre des jardins. Mes jardins reflètent le besoin d'appartenance de l'homme à la nature. C'est une thématique qui revient. J'essaie d'exprimer ma relation à la nature dans ce monde-ci. C'est important pour l'homme de faire partie de la nature pour se régénérer.

Le Reporter : Comment pourriez-vous définir votre style et votre démarche depuis 20 ans ?

LL : Je suis de l'école « automatiste ». J'accueille ce qui émerge. C'est l'approche du non-jugement que j'ai apprise avec le Frère Jérôme, de 1979 à 1990. Il a eu une grande influence sur moi. J'ai développé avec lui mon propre sens de la composition. J'y ai trouvé mon geste. J'ai senti qu'il acceptait qu'on vienne à l'atelier avec notre déprime ou avec notre souffrance, et ne nous rejetait pas. Jérôme disait : « Tu ne fais pas ce que tu veux. Tu fais ce que tu peux ». Il nous a transmis les principes du « Refus global », l'apprentissage de la liberté. Depuis 1999, je fréquente les ateliers de Seymour Segal. J'y poursuis un travail de créativité à travers le geste et l'apport de l'inconscient dans la peinture. L'enseignement de Seymour vise à garder une ouverture pour voir ce qui va émerger.

Le Reporter : Certaines de vos toiles sont plus abstraites que d'autres. Parfois, des éléments figuratifs y surgissent. Comment apparaissent vos sujets sur la toile ?

L.L. : Parfois, je pars d'une pensée ou encore d'une consigne dans un atelier de Segal. Cela devient le déclencheur pour

créer un univers. Dans la toile *Le sens de moi - le sens d'é-moi* j'ai laissé passer des images intérieures, inconscientes au moment de la production. Il y a une énergie vitale qui est apparue sur cette toile. Certaines personnes m'ont dit y voir le corps humain au niveau cellulaire. La peinture est une expression profonde de moi. Par ailleurs, quand j'ai peint *Le petit Prince*, j'ai jeté du rouge, du jaune et du bleu sur la toile très rapidement. En 15 minutes! « L'enfant » (*Le petit Prince*) était à l'intérieur de moi. Je l'ai exécuté vite mais cela m'a pris plusieurs jours avant de le reconnaître dans ma peinture.

Le Reporter : Il y a des gens qui trouvent que votre style a une certaine ressemblance avec celui de Riopelle. Qu'en pensez-vous ?

L.L. : A huit ans déjà, je peignais comme je l'imaginai, de l'intérieur. Mais j'ai réalisé dernièrement, avec étonnement, qu'il y avait une ressemblance avec la manière de peindre de Riopelle. Si c'est le cas, c'est bien inconsciemment, car je connais peu Riopelle. J'ai ma méthode personnelle quand je peins. Par exemple, quand je peins mes jardins, j'y vais par petits traits, par coups de pinceaux sur des taches. Je donne présence à mon monde intérieur. Cela donne des choses comme : *Escapade au jardin en février*, *A Lorne* ou *Hommage à tante Irène*.

Le Reporter : Certaines de vos peintures sont très bouleversantes, comme Orgone upside down. Est-ce un reflet du drame de la vie ?

L.L. : Être une artiste, c'est à la fois une force et une faiblesse. Quand je peins, je suis toujours en état de sérénité. Je souffre avant que la peinture ne soit terminée. Par exemple, dans la toile *Le drame*, les personnages ont eu mal avant. Le drame et la douleur sont enfermés dans la toile. Je crois que l'artiste est là pour exprimer parfois la partie tragique et d'autres fois, l'émerveillement de l'individu. C'est ce qui fait que mes peintures peuvent toucher les spectateurs dans leur propre sensibilité. Par ailleurs, je peins parfois des personnages qui volent dans mes toiles. Comme dans *Orgone upside down*, *Le jardin de la petite fille aux allumettes* et *L'envolée mystique*.

Le Reporter : Qu'est-ce que la peinture vous apporte ?

LL : La peinture me donne de l'énergie et magnifie ce qu'il y a dans mon inconscient, ce qui me permet ensuite d'en prendre conscience. Je suis sûre d'une chose : je n'ai pas de distance quand je peins. Je suis préoccupée par des éléments de base de la vie. C'est comme si j'avais une caméra. J'enlève la lentille qui me coupe de mes émotions et de mon intériorité et après, cela sort de moi. Ce qui se retrouve sur la toile, c'est ce que j'avais à dire, pas nécessairement ce que je voulais dire. Les thématiques prennent place d'elles-mêmes. C'est l'essentiel de ma vie que je peins.

Vin

Agrobiologie et biodynamie : même combat pour le vin

PASCAL PATRON

Faut-il voir dans ce combat la lutte de quelques viticulteurs marginaux, voire loufoques, ou un simple phénomène de mode ? C'est davantage avec un souci constant du respect de la nature, notre mère nourricière, et donc de la spécificité du terroir, qu'un nombre croissant de vignerons, qui ne sont pas des soixante-huitards attardés, se lancent dans l'agriculture biologique et poussent même le vice jusqu'à la biodynamie.

L'agriculture biologique est basée sur le respect des cycles biologiques et de l'environnement, pour une production plus saine. Elle a pour but de protéger et de préserver la nature en renonçant aux produits chimiques de synthèse. Le viticulteur bio a donc recours à des solutions écologiques. Ainsi, pour améliorer la fertilité des sols, il utilise des éléments nutritifs d'origine naturelle. Les sols sont labourés de façon traditionnelle, et les traitements pour la vigne sont limités à l'utilisation de « potions » naturelles.



Cependant, il n'existe pas de vins bio à proprement parler, car le cahier des charges porte sur la culture de la vigne, et non sur la fabrication du vin. Le recours au soufre, même à des doses minimales, est incontournable dans l'élaboration et l'élevage du vin. La seule mention autorisée sur les étiquettes est : « Vin issu de vignes cultivées en agriculture biologique ». C'est donc sur la bonne foi du vigneron qu'un vin bio est bio. Cependant, même si rien ne démontre que les vins issus de vignes cultivées en bio sont forcément de qualité supérieure, ou qu'ils possèdent des vertus médicinales, la viticulture, qui respecte le plus possible le terroir et l'homme, est la meilleure. La qualité du vin dépend avant tout du savoir faire du vigneron.

Certains producteurs vont beaucoup plus loin que l'agriculture

biologique et tiennent dorénavant compte de l'influence des planètes. C'est la biodynamie, une pratique qui repose sur des méthodes ancestrales, et qui revient elle aussi à la mode. Elle se base sur un retour à l'équilibre de la nature en faisant le lien entre le végétal, l'animal et le minéral, et ainsi rend la plante de nouveau sensible aux influences de la terre et du cosmos.

L'enfouissement d'une simple corne de vache ou d'autres substances en quantité infinitésimale dans la terre suffit-il à fertiliser les sols et à les régénérer ? C'est ce que pensent ces vignerons qui travaillent la terre en fonction des cycles lunaires, de la position des constellations, mais aussi du moment de la journée.

Les vins issus de ces cultures sont des pures expressions du terroir et font le bonheur des dégustateurs et des amateurs, à une époque où les vins se ressemblent de plus en plus. Pour les adeptes du bio, il vaut mieux mettre le prix car les vins bio sont plus rares et généralement plus chers. Le travail des vignes en agrobiologie et en biodynamie est plus coûteux en main-d'œuvre, puisque aucun produit chimique n'est utilisé.

Les aubaines bio dégustées

En spécialité à la SAQ

Genoli 2000 Rioja Espagne (13,80 \$ +883033).

Ce vin blanc bio possède une belle acidité en bouche. Au nez, il est délicat et fruité et est très apprécié avec les poissons.

En produit régulier à la SAQ

Cigala, M. Chapoutier 1997 Vin de pays d'Oc (11,85 \$ +466623)

Ce vin rouge de la Maison Chapoutier est issu d'agriculture biologique et de biodynamie. D'une belle couleur pourpre foncée, il allie au nez des notes de fruits cuits et d'épices. En bouche, il possède une belle charpente. Il accompagne très bien les viandes.

Calvet de Calvet, Merlot 2000 Vin de pays d'Oc (11,85 \$ +397778)

Ce vin issu d'agriculture biologique est de couleur rouge rubis. Il est fruité et développe au nez des arômes de fruits rouges saveur confiture. En bouche, il est riche, rond et souple. Il se fera le complice de toutes les occasions, car on peut l'associer à tout type de cuisine.

NB : Le chiffre à côté du prix indique le code de la SAQ

Sur le Web

Les Balkans pour les nuls

MARLÈNE BÉLIVEAU

La situation des Balkans vous laisse perplexe ? Plus pour longtemps. La tenue du procès de Slobodan Milosevic, l'ex-président yougoslave, est un bon prétexte pour mettre ses connaissances à jour. Grâce à Internet, vous ne confondrez plus jamais Bosnie-Herzégovine et Croatie.

Le procès de Slobodan Milosevic a débuté le 12 février dernier. Accusé notamment de crimes contre l'humanité, il comparaît devant le **Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie** (<http://www.un.org/icty/index-f.html>). Ce site diffuse les audiences et explique l'origine du TPIY.

Radio-Canada propose *Slobodan Milosevic devant le TPI* (<http://radio-canada.ca/url.asp?nouvelles/Index/nouvelles/200202/16/011-milo-sam-pm.asp>). De là, on accède à d'autres dossiers bien documentés sur l'ex-Yougoslavie, ses guerres et la chronologie des événements.

Il existe un portail francophone de la presse indépendante balkanique : **Le courrier des Balkans**. Idéal pour trouver des articles, des dossiers thématiques, des rapports et des cartes (<http://bok.net/balkans/index.html>).

Depuis l'éclatement de la fédération yougoslave, la carte des Balkans a changé. La situation demeure tendue puisque les États issus de la décomposition sont aux prises, encore une fois, avec la problématique des minorités nationales. Pour connaître *L'avenir de l'ex-Yougoslavie*, une visite sur Le-Monde.fr s'impose. Un dossier du quotidien français fait le point (<http://www.lemonde.fr/dossier/0,5987,3230-5447--00.html>).

Balkans Today (<http://www.europeaninternet.com/balkans/>): Nouvelles récentes sur les États des Balkans.

Au début de son procès, Milosevic a blâmé l'OTAN. Le site officiel de l'OTAN comporte deux sections intéressantes : « Qu'est-ce que l'OTAN » et « le rôle de l'OTAN dans les Balkans ». (<http://www.nato.int/home-fr.htm>)

Le Canada et l'ex-Yougoslavie (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/francais/foreignp/yug-f.htm>). Données sur le maintien de la paix, l'aide humanitaire et l'immigration.

Le coin linguistique

Une visite au musée

FRÉDÉRIQUE GRAMBIN

Le 26 janvier dernier s'est déroulée la 9^e demi-finale régionale de la Dictée des Amériques rassemblant 1 496 participants du Québec et de l'Ontario. Pour les férus des difficultés de la langue française, nous avons reproduit des extraits du test sur lequel les concurrents ont eu à plancher en vue de se qualifier à la finale internationale qui se tiendra le 6 avril prochain. À vous de découvrir les 13 fautes qui s'y sont glissées !



Quoi de plus distrayant et instructif qu'une journée au musée ? Quelques soient vos goûts en matière d'arts visuels, que vous soyez amateurs des quinzièmes et seizièmes siècles ou bien des œuvres non-conventionnelles de la dernière décennie, que vous préfériez les esquisses sepias aux photos noires et blanc, vous y trouverez toujours quelque chose qui vous plaira.

Depuis des temps immémoriaux, combien d'artistes se sont appliqué constamment à innover ? Et combien se sont vus de leur vivant couronner du succès qu'ils méritaient ? Quelques privilégiés excepté, ils étaient rarement appréciés à leur juste valeur par leurs contemporains, et seuls les trésors qui leur ont survécus témoignent aujourd'hui de leur immense talent. Ces toiles et ces sculptures qu'on avait autrefois cru n'être que peu intéressantes tapissent maintenant les murs des plus grands musées du monde.

Après que vous ayez passé une journée entière dans un musée, vous êtes tellement gavés d'art que nul grand maître, nul sculpteur de renom, nul créateur exceptionnel ne vous impressionnent plus. La beauté de ces objets, comme leur valeur historique, vous ont presque occasionné une surdose !

Réponses :

(1) quels que soient; (2) quinzième et seizième siècles; (3) non conventionnelles; (4) se sont appréciés; (7) se sont vus; (8) exceptés; (9) leur ont survécus; (10) avait autrefois cru; (11) après que vous avez; (12) impressionné; (13) vous a.

Giboulée, littérature et voyage

MARIE G. BOUCHARD

Je me souviens d'un 4 ou 5 mars, il y a de cela quelques années, où il faisait exceptionnellement beau. J'étais assise dans un restaurant et j'ai vu passer, au centre-ville, un jeune homme en espadrilles bleues avec des bermudas roses et un chandail blanc à manches courtes. Il marchait d'un pas nonchalant comme s'il faisait 25 degrés Celsius. Derrière lui, un banc de neige commençait à fondre...

Cette scène ne pouvait se passer qu'au Québec parce qu'en mars, les Montréalais en ont assez de l'hiver, sauf les skieurs, bien sûr ! Mais, vous l'aurez deviné, l'hiver, ce n'est pas ma tasse de thé. Pour lui, comme pour moi, à cet instant précis, l'hiver était fini.

Avez-vous remarqué comment, en mars, le Québécois et la Québécoise sont habités d'une frénésie débordante qui voudrait faire fondre toute la neige qui reste, en une semaine ? Vous avez peut-être des amis qui peuvent se permettre d'aller passer une semaine dans le Sud pendant la semaine des congés scolaires. Et chaque année, vous vous dites : un jour ce sera mon tour ! Mais, ce jour n'est pas encore arrivé. Alors, que faire ? J'ai découvert, ces dernières années, quelques trucs qui peuvent aider à supporter la fin de l'hiver. J'opte personnellement pour le pouvoir de l'imaginaire.

Oubliez, pour quelques heures, les travaux pratiques à compléter, les suites de Pôrto Alegre, la faillite de Enron et ses rebondissements, les frais de scolarité en hausse, le manque d'argent pour boucler les fins de mois, et payez-vous deux

heures de liberté par semaine aux frontières de l'imagination.

Allez à la bibliothèque de votre quartier et faites provision de livres illustrés sur les mers du Sud, la Méditerranée ou les Caraïbes. Plongez-vous dans les bleus et les verts que vous y verrez et goûtez la beauté des images.

Courez vous asseoir avec un bon roman à la première terrasse que vous verrez, dès qu'il y aura assez de soleil pour se croire en Provence ou à Barcelone, et dégustez une sangria à la santé du printemps. Payez-vous des voyages imaginaires ! Partez avec des auteurs vers des contrées inconnues, dans lesquelles vous seriez allés si vous en aviez eu les moyens !

Des noms ? Des titres ? *L'Abysin*, de Jean-Christophe Rufin : les périples d'un médecin herboriste dans l'ancienne Égypte ; *La lune sur le mur*, d'Anna Maria Ortese : cinq nouvelles d'une auteure italienne méconnue ; *La longue nuit du sans-sommeil*, de Lawrence Block : un polar américain humoristique qui se déroule à New York ; *Le vieux qui lisait des romans d'amour*, de Luis Sépulveda : pour qui rêve d'Amazonie ; *Le lièvre de Vatanen* de Arto Paasilinna : le périple d'un journaliste finlandais qui fuit sa propre vie en suivant les traces d'un lièvre ; Daniel Leuwers, *Surimpression d'Afrique* : pour le dépaysement des vents du désert de ce poète voyageur ; et, pour finir en beauté, le *Dictionnaire des lieux imaginaires*, d'Alberto Manguel & Gianni Guadalupi : une escapade illustrée dans des lieux mythiques.

